MANIFESTE AU PEUPLE ALLEMAND

[Ce texte fut rédigé par Alain dans les tranchées en 1916, et distribué clandestinement en quelques exemplaires. Resté inconnu depuis, il fut édité en 1952 par Michel Alexandre en "sinistre conclusion" au Prologue (30 Propos) du recueil posthume *Politique* (PUF, 1952), prologue qui rassemblait trente "Propos d'un Normand", témoins, souligne Alexandre, d'une époque où "dans un monde en paix, réflexion et action politique semblaient pouvoir et devoir presque aisément se conjuguer" (Note de l'éditeur, VI). Rappelons que c'est en 1916 qu'Alain rédige *De quelques-unes des causes réelles de la guerre entre nations civilisées*, qui sera refusé par les éditeurs, et dont le célèbre *Mars ou la guerre jugée* représente en quelque sorte une seconde version.]

Au Peuple allemand

Ce que tant de gens pensent chez nous, qui n'écrivent point, qui ne parlent point, il faut pourtant que vous le sachiez, car nos journaux vous trompent.

Par une idée bien puérile, ils ont peur de laisser voir une faiblesse, ou une crainte, ou une soumission. Mais de telles idées sont absolument loin de nous, de nous qui venons vers vous. Si vous nous demandiez de nous soumettre, de nous reconnaître inférieurs ou fatigués, ou découragés, vous n'obtiendriez rien. On rougit même d'avoir à dire de telles choses. Ce n'est pas du tout la question, et nous commençons à l'entrevoir d'après les discours qui nous parviennent de chez vous.

Il y a eu là, depuis bien des années, un malentendu énorme. D'un côté nous avons cru, d'après les papiers publiés en Allemagne, qu'il s'agissait, pour votre nation, de saisir par la force nos plus riches provinces et de les garder. De l'autre, vous avez cru, on le voit bien clairement aujourd'hui, qu'il s'agissait pour nous et nos alliés de diminuer l'Allemagne politiquement, militairement, économiquement.

D'un côté et de l'autre de la frontière, la presse officielle ne se gênait pas pour entretenir cette double erreur ; elle continue à l'entretenir.

Et voici ce que nous apercevons désormais. Nous découvrons que, chez vous, dans le peuple, dans la bourgeoisie, parmi tous ceux qui ont payé le plus cher, vous avez cru faire

une guerre défensive. Vous l'avez cru à tort ou à raison. Ne discutons pas là-dessus ; les erreurs de jugement n'importent pas puisqu'il s'agit de sentiments de bonne foi.

Et nous vous certifions que chez nous, l'immense masse des paysans, des artisans, de tous ceux qui ont payé le plus cher aussi, ont fait la guerre sans haine, croyant résister à une agression préméditée et injuste.

Ceux mêmes qui n'en étaient pas absolument sûrs, n'ont pas hésité un instant, parce que notre élite leur avait trop répété que nous étions moralement corrompus et diminués militairement par une longue paix, par la république, par les utopies. De sorte que chacun a pris les armes pour l'honneur.

Notre opinion, comme la vôtre, est payée assez cher aujourd'hui, pour que nous ayons le droit de le dire : cette guerre a mis aux prises les deux peuples les plus puissants, les mieux organisés, chacun à leur manière, et, nous osons le déclarer, les plus chevaleresques.

Les horreurs, quelles qu'elles soient, sont peu de chose à côté de deux ans d'héroïsme, des deux parts, et des millions d'autres preuves que nous avons, les uns ou les autres, données au front et à l'arrière, des devoirs envers les blessés, les femmes, les enfants, etc.

Une tyrannie insupportable empêche chez nous et sans doute aussi chez vous de dire ces choses ; elle n'empêche pas de les penser.

Voici donc la situation : deux peuples de bonne foi combattent pour l'honneur, pour leur indépendance, et il semble, de bonne foi, que chacun d'eux représente quelque chose d'unique dans l'histoire de la Justice. C'est même pour cela qu'ils se battent si bien.

Cette guerre, unique dans l'histoire, ne peut se terminer comme d'autres guerres par un coup de force ou par un abus de force quelconque. Qu'avons-nous donc à attendre des événements militaires ? Réellement, nous ne demandons pas autre chose que d'être respectés et nous ne croyons pas que vous non plus demandiez réellement autre chose. Après deux ans de guerre, on peut dire ces choses-là.

Sachez bien que ce sera démenti avec fureur chez nous et chez vous, toujours parce qu'on s'imagine faussement que parler ainsi c'est implorer la paix. Il n'en est rien. Nous n'implorons ni la paix, ni aucune grâce. Nous ne sommes ni vaincus, ni découragés, ni diminués, pas plus que vous.

Nous sommes mutilés, comme vous, par tous ces massacres. Nous sommes ruinés, comme vous, par toutes ces folles dépenses, ni plus, ni moins. Chez nous, comme chez vous, ni plus, ni moins, les plus valeureux, les meilleurs, impitoyablement, par leur vertu

même, sont morts. Des deux côtés nous avons la perspective de ruines à réparer, et nous disons bien, de vraies ruines : familles à refaire, la race à refaire, tout un équilibre à refaire. Que les esprits, chez vous comme chez nous, considèrent bien cela, et c'est déjà la paix.

Les détails d'arrangement, qui paraissent écrasants, et par lesquels on justifie tant de retard apporté aux négociations, sont affaire de diplomatie, de formules des chancelleries. Elles seront imparfaites et pourtant elles suffiront, car les énergies individuelles ne dépendent pas autant qu'on dit des traités, des règlements de compte, des indemnités. On rêve de réparations minutieusement calculées, et pendant ce temps la guerre continue - mal cent millions de fois pire que le plus mauvais arrangement.

Que personne ne soit humilié, ni méprisé. Que la paix ne soit point le fruit de la lassitude, du découragement, de la peur. C'est tout ce qu'il faut.

Et est-ce donc impossible après tant de preuves, après que tant d'hommes admirables sont morts sans aucune autre ambition que de prouver qu'ils étaient dignes de respect ? Après de telles preuves, la paix ne peut être ni marchandage ni affaire d'usuriers, mais uniquement une question d'honneur.

Songeons bien à cela que vouloir gagner sur le marché serait une manière de déshonorer les morts. Oui, des deux côtés, demandons-nous seulement si l'honneur est sauf. Ni les uns, ni les autres ne demandons le prix du sang. De toute façon, pour l'avenir, pour la Justice, pour le Droit, il faut une paix noble.

Que les peuples se le disent à travers les frontières.

Aux tranchées, 1916

ALAIN